

que et je dis que l'Angleterre nous a fait savoir qu'elle désirait avoir notre assistance, j'ai le droit de discuter la politique actuelle du gouvernement anglais.

Mes sympathies sont entièrement acquises au gouvernement actuel dans son désir d'amener une réforme sociale dont l'Angleterre a grandement besoin; mais il faut aussi qu'elle fasse une bonne réforme de son tarif en vue de conserver le marché anglais au peuple anglais et le travail d'Angleterre aux ouvriers d'Angleterre, au lieu de l'envoyer à l'étranger. L'Angleterre et l'empire ont besoin d'un homme qui aura assez de force pour dire au peuple anglais que son devoir est de faire la réforme sociale et la réforme du tarif, et avec ces deux choses il obtiendra chez lui ce revenu qui le rendra fort et capable de résister à toute invasion qui pourrait le menacer.

Il résulte des propositions que j'ai énoncées qu'il est aujourd'hui du devoir du Canada de venir en aide à l'empire parce que cette liberté qui est si lente à se montrer, et dont nous aimons tant à parler, pourrait s'éclipser soudainement, et les jours de conscription, de féodalité, de guerre contre les lords pourraient revenir, et l'humanité et le progrès reculer de plusieurs siècles. En présence de ces choses, il est de notre devoir de chercher quelles sont nos responsabilités, et de nous tenir à leur hauteur. L'Angleterre a donné des parlements et des institutions libres au monde entier. Notre système parlementaire est modelé sur le système parlementaire anglais et nous en sommes fiers; et si nous voulons en obtenir de meilleurs résultats, nous devons accepter nos responsabilités. La gloire impérissable du Royaume-Uni d'Angleterre et d'Irlande est le monument qu'il a érigé sur ce continent nord de l'Amérique, et je comprends avec le Canada la grande république qui est au sud de nous.

C'est un monument qui n'a pas son égal dans l'histoire du monde. C'est la démocratie la plus extraordinaire qui est jamais existé sur ce continent nord de l'Amérique, et cette démocratie est l'œuvre de l'Angleterre. Puisque le peuple anglais a érigé ce monument quelqu'un voudrait-il, quand même il serait citoyen des Etats-Unis, et encore moins un citoyen du Canada, manquer un seul instant au devoir de soutenir ce monument et de maintenir cette démocratie? Ceux qui attaqueraient l'empire anglais attaqueraient cette démocratie sur ce continent d'Amérique s'ils le pouvaient, et l'asserviraient à des princes et à des seigneurs. La question en jeu n'en est donc pas petite; au contraire c'est une question vitale, la plus grande qui se soit jamais présentée au peuple canadien. Nous sommes rendus à la division des routes; il nous en faut choisir une, et je sais que nous choisirons une politique qui sera honorable et aidera à la mère

patrie; et lorsque cette nation, à l'unanimité, formulera cette politique et décidera ce qu'elle devra être, elle recevra l'appui de toutes les provinces du Canada, notamment celui de la province de Québec.

J'arrive maintenant à la question de savoir quelle devra être cette politique. Devrons-nous construire une marine, ou devrons-nous fournir une contribution à l'Angleterre pour lui aider dans la construction de ses navires de guerre? On pourrait faire les deux choses. Si la guerre était déclarée demain, il nous faudrait adopter la première politique, et fournir aussi une contribution généreuse, parce que nous ne pourrions pas alors espérer construire une marine assez vite pour aider l'empire, s'il en avait besoin.

Je me rappelle aujourd'hui une proposition qui a été faite d'établir des chantiers de navires dans notre pays. Il y a quelques années, j'ai dit devant cette Chambre, je ne crois pas avoir été beaucoup appuyé, cependant, que ce qu'il fallait au Canada dans le développement d'une politique nationale était d'établir une grande industrie navale dans les Provinces maritimes et dans le bassin du Saint-Laurent; je disais que nous ne pouvions pas commencer trop tôt vu que le Canada était en voie de devenir un des grands pays commerciaux maritimes du monde. Notre situation entre les deux continents d'Asie et d'Europe, fait que tout le trafic de ces deux pays doit passer par notre pays. Conséquemment, le Canada est obligé d'avoir une grande marine marchande, et nous en avons une preuve dans le fait que nos grandes compagnies de chemins de fer sont en voie de se donner une marine. La compagnie du Pacifique-Canadien est devenue propriétaire d'une flotte immense, celles du Grand-Tronc-Pacifique et du Canadian-Northern se proposent de faire de même; nous avons la ligne de steamers Allan et d'autres grandes lignes de navigation qui font le trafic entre l'Angleterre et notre pays, et il nous faudra aussi une nombreuse flotte canadienne sur l'océan Pacifique. Cela nécessitera une construction énorme de navires dans ce pays. Le commerce maritime du Canada fournirait de ouvrage à une demi-douzaine de chantiers de navires.

Etablissons-les dans le bassin du Saint-Laurent, dans les Provinces maritimes et dans la Colombie-Anglaise. Cette raison est suffisante pour avoir de ces grands chantiers de navires dans notre pays, et il n'y a qu'une seule manière de les avoir promptement c'est d'offrir des avantages aux grandes maisons d'Angleterre, d'Irlande et d'Ecosse, pour les engager à venir établir des chantiers de construction d'une marine marchande anglo-canadienne. On pourrait ensuite utiliser ces chantiers pour la construction de navires de guerre canadiens si